

Extrait du Journal Permanent de l'Humanisme Méthodologique

<http://journal.coherences.com/article438.html>

Le monde qui vient est communautaire

- 2 Anthropologie existentielle - La vie communautaire -

Date de mise en ligne : dimanche 18 août 2013

Copyright © Journal Permanent de l'Humanisme Méthodologique - Tous

droits réservés

La mutation la plus profonde se fait au coeur de l'homme et c'est celle de sa position centrale dans les affaires humaines et des communautés comme seul lieu de la condition humaine. Cela change tout du politique, de l'économique, de l'éducation. la confusion générale de nos pays "avancés" y est signe d'arriération à moins de se remettre en question et de refonder nos certitudes communes.

Des troubles de visions

La mondialisation est vue avec le regard de chacun, son niveau de maturité et son angle de lecture d'une mutation dont les crises sont des signes.

Pour les uns, animés par leurs affects c'est le champ de rivalité des puissances mondialisées contre lesquelles il faut se défendre par tous les moyens. La France, pays devenu le plus pessimiste du monde, est occupée par cette vision catastrophiste et va-t-en guerre. L'avidité de pouvoir cynique de ses milieux politiques et médiatiques s'associe avec les fantasmes d'universalisme et de toute puissance intellectuelle et morale de ses élites.

Pour d'autres c'est l'occasion infantile d'une régression symbiotique avec la nature et les êtres qui l'habitent, par un naturalisme évidemment sans frontières et sans les marques de civilisation associés traditionnellement à la maîtrise humaine de ses conditions naturelles. L'angélisme immature se sert évidemment et paradoxalement des dernières technologies pour matérialiser ses réseaux trans-frontières et ses revendications indignées.

Pour d'autres encore c'est par l'organisation et l'établissement de règles universelles entre les Etats que la maîtrise du monde nouveau est possible avec la figure d'un Etat mondial comme issue nécessaire. L'universalisme réalisé enfin, mais bien sur selon nos règles à nous de préférence ou sous le contrôle de nos systèmes.

Ces visions implicites concourent à l'évitement de la mutation qui est une mutation d'humanité. Celle-ci se caractérise par l'émergence d'un monde de communautés majeures ou tendant à le devenir ce qui est la raison d'être et le sens du développement humain à ce stade.

Un monde de communautés et de communautés de communautés à toutes les échelles. Ces communautés pour une part sont déjà là : communes, régions, nations, ensembles régionaux mais aussi toutes les communautés d'enjeu ou d'activité qui structurent déjà le monde actuel. Ce sont surtout les communautés qui s'expérimentent et foisonnent grâce aux moyens nouveaux de mise en relation à l'échelle mondiale, accessibles déjà au plus grand nombre. C'est tout le paysage des communautés humaines de toutes sortes et de toutes tailles qui va en être bouleversé. De fait ce sont tous les domaines de l'existence qui en sont impactés. Le politique, bien sûr, que l'on reconnaîtra d'essence communautaire, l'économique, communautaire par définition, la culture forcément communautaire, l'éducation elle aussi communautaire à toutes les échelles comme moyen d'implication progressive dans les communautés de vie et d'activité.

Cependant les résistances des premières visions se manifestent à leur manière. Pour les premiers la tribu et le communautarisme sont inacceptables mais sont surtout la marque de leur posture possessive. Pour les seconds les communautés idéales sans conflits sont forcément locales, de proximité, ou globale universelle. Pour les troisièmes, les communautés doivent être subordonnées à l'Etat et rester mineures sous tutelle.

Il faut rajouter les perspectives habituelles de l'antagonisme des communautés et des individus. L'individualisme se trouve limité sinon contré par les communautés vécues comme étouffantes aliénantes si bien que l'émancipation de toute communauté est ici le but même du développement humain. Le collectivisme considère l'autonomie individuelle comme un pouvoir exorbitant, une prédation sur le bien commun, un égoïsme exacerbé si bien que l'égalité forcée est la seule issue pour préserver l'intérêt général, du moins de ceux impersonnels qui s'y identifient.

Le temps des communautés

Dans le monde qui vient les communautés humaines ne sont pas des configurations opportunistes et accessoires mais le fondement même de la condition humaine et le théâtre des affaires humaines.

Il faut alors considérer d'abord en quoi consiste le devenir de toute communauté humaine sa raison d'être. Chaque communauté humaine est constituée par une mise en commun d'une part d'humanité avec ses problèmes et aussi sa voie de résolution et d'accomplissement humain. Chaque communauté est amenée à cultiver un Sens, le Sens du bien commun qui lui est propre et qui se traduit par le développement communautaire et l'accomplissement humain. Le développement personnel est la participation singulière de chacun au développement communautaire. Il y a là une nouvelle compréhension de la vocation de chaque communauté humaine et le rapport entre l'accomplissement personnel et communautaire. Chaque personne est appelée à participer simultanément ou successivement à plusieurs communautés.

Le Sens du bien commun est la signification, le vecteur et le repère du devenir communautaire. Il est ainsi l'axe du développement humain qui correspond notamment à différents niveaux de conscience et de réalisation. Il est essentiel de connaître ces niveaux pour ne pas réduire les communautés à un stade inférieur ni leur attribuer des capacités supérieures à leur niveau d'évolution. Il en va de même pour leurs membres.

On doit considérer quatre niveaux de maturité communautaires

Les communautés archaïques fondées sur un sentiment ou une passion commune. Ce sont ces tribus, quelques fois fusionnelles ou passionnelles qui se font la guerre sous l'emprise de quelque « pouvoir ».

Les communautés primaires qui organisent la cohabitation pour assurer des conditions suffisantes de subsistance, de confort et de sécurité.

Les communautés secondaires qui se dote d'un modèle et de règles destinées à les identifier et à justifier l'existence de structures ou d'un appareil de gestion des règles. Ce sont les sociétés modernes avec leurs différents régimes.

Les communautés majeures qui assument la recherche et la culture de leur Sens du bien commun par le biais d'un mode de gouvernance qui leur est propre culturellement. Elles assument leur vocation tant pour leurs membres que vis-à-vis de communautés autres.

Même si toute communauté doit murir pour atteindre ce stade de développement elle le fait soit sous la conduite des personnes les plus avancées en son sein, soit avec l'appui de communautés tierces ou les deux. Ainsi le développement communautaire doit-il prendre les communautés là où elles en sont et en susciter et accompagner le développement vers une plus grande autonomisation (empowerment).

La participation à la vie communautaire selon les âges de maturité.

Si l'individualisme et le collectivisme imaginent facilement des individus identiques sur le plan de la conscience et de

La participation à la vie communautaire les réalités humaines sont différentes. En effet les hommes sont appelés à grandir d'âges en âges. La maturité des communautés correspond à celle qui y est prédominante dans les affaires communes. Cela ne veut pas dire que des hommes de la communauté ne soient pas en avance et d'autres n'en soient qu'à des stades antérieurs. Les communautés de vie par exemple intègrent l'enfance et donc des âges primaires. Cependant, des communautés infantiles ne dépassent pas ce stade pour une majorité. C'est le cas des sociétés tenues sous tutelle dont les plus avancés d'âge secondaire trahissent la culture du Sens du bien commun au profit d'un intérêt général qui est le leur. Ainsi la participation à la communauté diffère selon les âges de maturité des personnes.

A l'âge archaïque la participation est émotionnelle, facilement manipulable par les démagogues.

A l'âge primaire la participation est factuelle, pratique, selon les stades d'apprentissage et les utilités communes.

A l'âge secondaire la participation est intellectuelle, identificatoire, elle s'inscrit dans les représentations communes et y contribue.

A l'âge tertiaire la participation porte sur le Sens du bien commun, son discernement et son engagement partagé. Ce sont des responsabilités communautaires qui y sont exercées.

Rappelons que les plus avancés contribuent à l'avancement des moins avancés, chacun à son stade de maturité.

La gouvernance communautaire et la démocratie

La gouvernance communautaire correspond au stade le plus avancé de la maturité communautaire du moins pour s'y engager. C'est la question du politique qui est à nouveau posée et celle de la démocratie. Au stade secondaire il s'agissait d'établissement et de maintien de formalismes démocratiques et administratifs par exemple. Sans la référence au Sens du bien commun c'est à un universalisme idéalisé que l'on se voue qui peut se faire facilement totalitarisme quand il devient gouvernement de la pensée avec les idéologies classiques. Au stade primaire il s'agissait d'organiser la gestion des utilités communes sans qu'une vue d'ensemble soit partagée, sauf par quelques « organisateurs de la nation » et sans que le sens du bien commun soit élucidé ni engagé par la communauté. Au stade archaïque c'est le pouvoir d'emprise qui noue la communauté avec toujours la promesse d'un bonheur gratuit et la menace d'un ennemi intérieur ou extérieur.

Au stade des communautés majeures la participation à la communauté selon les âges se traduit ainsi :

Participation tertiaire au discernement et à l'engagement du Sens du bien commun. Elle se conclue dans l'élection de ce Sens (choix déclaré) par l'élection d'une personne qui l'incarne . C'est la démocratie électorale où comme pour la liberté qui s'oblige à choisir la liberté de choix, l'élection du Sens du bien commun s'oblige à choisir le Sens de la liberté de choix qu'est justement le Sens du bien commun. Les modalités de cette « élection » dépendent de la culture propre à la communauté (une méthode standard la disqualifie) et de sa maturité générale.

La participation secondaire selon le Sens précédent consiste à contribuer à construire les représentations identifiant la communauté, à en établir les modèles et ensuite les règles, à élaborer les projets ou projections dans l'avenir. Ce sont des représentants de la communauté ou de groupes constituant la communauté qui en sont les participants, constituant la démocratie représentative. L'universalisme tue la représentativité communautaire. On voit par exemple la conformation à un modèle universel supplanter l'expression des populations n'y ayant pas de référence au Sens du bien commun propre à la communauté mais à des représentations universelles de sources exogènes, religieuses ou laïques par exemple.

La participation primaire touche à la vie pratique et aux utilités communes. C'est celle des acteurs de la vie communautaire et de toutes les activités associées. Si elle doit être encadrée par les règles et projets de la démocratie représentative ce sont les acteurs qui agissent et non quelque technocratie qui s'y substitue au nom du service public qui est une usurpation de responsabilité démocratique. C'est là que se situe la démocratie participative. On notera qu'elle ne porte ni sur les stratégies, règles et projets du ressort de la démocratie

représentative (moyen terme) ni sur l'orientation « politique » qui ressort de la démocratie électorale (long terme). C'est l'ignorance ou la démagogie qui tentent le contraire.

La participation archaïque soumise au pathos ou à la versatilité des émotions semble souder ou diviser la communauté, sa participation massive est destructrice et doit être « prise en charge » par la communauté, si elle est plus évoluée, naturellement s'il s'agit des plus petits ou des plus faibles mais aussi de façon défensive s'il s'agit de délinquances ou de situations pathologiques ou pathogènes. Cette prise en charge peut se faire par la communauté si elle est plus évoluée ou par un ensemble communautaire si elle ne l'est pas.

La confusion des niveaux de participation va avec la négation des niveaux de maturité humaine compatible soit avec les totalitarismes idéologiques plus ou moins déguisés soit vers les dictatures passionnelles qui les uns et les autres ne reconnaissent que les allégeances fusionnelles ou corporatistes. Les démocraties participatives qui échouent à se constituer en mode de gouvernance permanent sont suspectes de naïvetés immatures ou de malveillances déguisées.

La gouvernance démocratique communautaire implique donc :

1 - Une démocratie électorale pour déterminer le Sens du bien commun propre à la communauté.

Elle consiste à « élire » une personne qui l'incarne de tout son être et dont les projections sont recevables par la communauté. Le mode d'élection n'a rien à voir avec l'expression d'une opinion mais d'un consentement manifestant un consensus implicite. Si pour certains c'est un acte de discernement, pour d'autres c'est une intuition ou même un sentiment diffus. Il est capital de noter que les modes d'« élection » peuvent être infiniment variés selon les cultures et les normaliser revient à en détruire la singularité et donc le bien commun. La contradiction entre les modes de démocraties formelles et le Sens du bien commun communautaire éclate au grand jour mais l'aveuglement opportuniste est souvent encore plus fort. Il ne faut pas oublier que la démocratie électorale joue sur le Sens du bien commun qui est permanent même si ses expressions changent. La versatilité des opinions est en radicale contradiction. Le jugement d'une communauté de son point de vue sur les modes de gouvernance électorale d'une autre est une imposture.

2 - Une démocratie représentative pour projeter le Sens du bien commun en modèles règles et projets.

La démocratie représentative n'a pas à se substituer à la démocratie électorale qui donne le Sens par contre elle doit lui donner ses expressions dans tous les domaines de l'existence commune en fonction de la variété des problèmes et des situations et de l'engagement de développement et de maturation communautaire. Il ne s'agit pas en effet de fonctionner selon des règles statiques (une conception de l'Etat est ce fonctionnement statique que le terme « état » peut signifier) mais en vue d'un développement communautaire. La démocratie représentative a une fonction de formulation, de structuration, de projection donc stratégique et créative. Pour cela elle rassemble des représentants des acteurs de la communauté dans ses différents groupes et ses différentes activités. La démocratie représentative peut évidemment se doter des compétences, et des moyens appropriés à chaque projet qu'elle a à traiter. C'est une autre conception de l'Etat qui n'est plus centralisé et dominateur ni régalien mais d'un ensemble de services et de compétences qui n'ont rien à voir avec une quelconque fonction publique statutaire sauf exceptions pour lesquelles il y a un mandat démocratique.

La démocratie participative c'est la participation des acteurs à la détermination et la réalisation des actions selon le principe de leur concourance au bien commun.

Tout ce qui concourt au bien commun en relève que ce soit les activités personnelles et celles de groupes ce qui dissout la différence privé public au profit de ce qui concourt ou pas au bien commun. Ce sont les règles de

démocratie représentative qui en assurent la régulation. Le bien commun est déterminé par son Sens, (démocratie électorale) et ses cadres et visées (démocratie représentative) et enfin par la singularité des actions et activités des acteurs. La démocratie participative porte sur des activités et des actions de proximité à la portée des acteurs donc selon leurs domaines de compétence et de maîtrise. Les représentants des acteurs assurent la démocratie représentative.

La démocratie d'opinion ou d'émotion ou de passions s'appelle aussi démagogie et n'a comme effet que la régression archaïque. Qui y a intérêt ? Ceux qui veulent régner sur les passions et tenir les communautés sous leur emprise. La question est comment des communautés avancées peuvent-elles s'y laisser entraîner ? Cette question a des réponses semblables à celle-ci : comment les élites de l'époque ont-elles pu soutenir à tel ou tel moment Hitler ? L'actualité nous y confronte.

La démocratie quantitative. Elle réduit les personnes et les communautés à des ensembles statistiques dont la neutralité neutralise l'humanité et le Sens du bien commun. La désaffection des populations est compensée par la mise en scène passionnelle du combat de la démocratie d'opinion. Elle fait partie des artifices pour assurer la permanence des emprises.

L'économie communautaire

Elle se définit par la production et l'échange des biens et services dans la communauté et au-delà. La notion de « biens » et « services » se rapporte à ce qui concourt au Sens du bien commun, par le biais des personnes et des groupes de la communauté. Cela suppose donc une évaluation commune de ce qui a de la valeur et c'est ce qui justifie une monnaie. Mais la valeur ne se mesure que sur une échelle de valeurs commune qui dépend du Sens du bien commun. Sans communauté pas de Sens du bien commun, pas d'échelle de valeurs partagée et localisée dans la communauté, pas de valeur sinon arbitraire, l'arbitraire des puissances économiques, des manipulateurs de valeurs, et des rationalistes universalistes qui de leurs lois font des lois de la nature. Il y a donc une corrélation entre le politique et l'économique que la démocratie ne peut assurer que dans une communauté de valeurs et de devenir. L'illusionnisme moderne est sans doute au bout de ses mystifications. La raison démocratique et communautaire n'est pas la raison mathématique des experts systémiciens et des idéologues.

L'économie communautaire est d'abord factuelle et elle est du ressort massivement de la démocratie participative au niveau des personnes et des groupes spécialisés (comme les entreprises et les organisations de production et d'échanges de biens et services). Comme telle l'économie participative est donc encadrée par la démocratie représentative qui établit les règles et modèles et, bien sûr, la gestion d'une monnaie de même que la régulation des excès, la contribution au bien commun, et aussi l'utilisation des ressources communes comme celle du capital en particulier. Elle le fait sous l'autorité du Sens du bien commun incarné par la démocratie électorale.

La répartition des ressources communautaires, des biens et services et des contributions et principalement du ressort d'une démocratie participative, de proximité qui le réalise et aussi des indications de la démocratie représentative selon les projets de développement communautaire et sous l'autorité de la démocratie électorale garante du Sens du bien commun des valeurs indicatrices. L'économie communautaire peut être dite fraternelle lorsqu'elle est orientée ainsi. Elle se passe des étiquettes plus que suspectes quand elles font abstraction des communautés, de son Sens du bien commun et par suite d'une démocratie majeure. Libéralisme, capitalisme, collectivisme, économie sociale et solidaire sont tous aussi « hors-sol » lorsque ce n'est pas la communauté identifiée qui en est le lieu et lui donne Sens.

L'éducation communautaire

Pourquoi l'éducation est-elle si importante ? Parce que les communautés humaines sont le seul lieu de la maturation des humains, où elle s'exerce et où elle s'acquière. Une éducation qui se réfère à des normes universelles dans ses contenus, ses méthodes et ses organisations produit des clones cérébraux mais pas des hommes majeurs. Heureusement les communautés humaines, même niées, continuent à s'éduquer et à éduquer leurs membres quelques fois en dehors de l'école.

L'éducation est affaire commune, pour les personnes mais aussi pour les groupes et la communauté entière. L'enjeu de maturation communautaire donc de développement et d'accomplissement est un enjeu éducatif. On y parlera de macro-pédagogie ou pédagogie communautaire de grand nombre. En fait tout le développement communautaire, son économie comme sa gouvernance démocratique sont des enjeux et des vecteurs éducatifs. Il n'y a que dans les univers individualistes que l'on croit qu'il faut et il suffit de « former » des individus, notamment émancipé de leurs communautés.

L'éducation communautaire est donc d'abord l'éducation de la communauté pour son développement humain. Elle est ensuite l'éducation de groupes ou organisations de la communauté pour grandir pour et par la communauté. Elle est enfin l'éducation des personnes membres de la communauté par et pour les participations à celle-ci et ses constituants. La finalité première de l'éducation communautaire est celle-là. Au-delà intervient la participation à d'autres communautés ou ensembles communautaires et jamais avec un enjeu « hors sol » c'est-à-dire non communautaire hors de la condition humaine. Ainsi le politique et la démocratie comme l'économique sont les théâtres principaux de l'éducation dans les communautés majeures. Mais qu'en est-il dans les communautés encore mineures, sociétés modernes, sociétés primaires, sociétés archaïques ? Dans une communauté donnée on comprend que ce sont les plus avancés qui accompagnent les moins avancés dans le contexte commun et non des enseignants « hors sol ». Dans une communauté pas encore majeure il faut compter sur d'autres communautés plus majeures au sein d'ensembles communautaires plus élargis. Cela retombe sur le cas précédent intra communautaire. Par exemple l'Europe pourrait aider ses membres à grandir y compris et surtout ceux qui se croient supérieurs à tous les autres.

Il est vrai que la hiérarchie des niveaux de maturité et donc des processus d'éducation communautaires est compliquée par les distorsions et déviances que l'universalisme favorise de même que les passions de la démocratie d'opinion. Comme pour toute communauté archaïque c'est la prise en charge qui peut être nécessaire avec une sorte de rééducation.

Dans une communauté donnée l'éducation va comporter quatre écoles. L'école maternelle ou première dont l'enjeu c'est l'intégration psycho affective des plus petits et des plus faibles ou moments de faiblesse. L'école primaire ou pratique dont l'enjeu c'est la participation à la vie de la communauté, notamment économique, en fonction des évolutions pratiques, des techniques et des métiers. L'école secondaire forme des personnes capables d'être des représentants et de se représenter les problématiques et les stratégies de développement de la communauté y compris au-delà de celle-ci jusqu'au confins des communautés humaines. Enfin l'école de la maîtrise qui permet d'assurer la maîtrise des affaires communautaires en rapport avec le Sens du bien commun, une école des responsables communautaires. Ces écoles dépendent évidemment du niveau de maturité communautaire et leurs méthodes des cultures communautaires en jeu.

Les communautés comme ensembles communautaires.

Nous nous sommes focalisés sur les communautés en tant qu'entités identifiées. Or si une communauté est une communauté de personnes celles-ci sont rassemblées dans des groupes de vie ou d'activité qui forment des micro-communautés ou même des plus grande. Ainsi toute communauté est constituée de personnes et de communautés qui les rassemblent. Toute communauté est aussi un ensemble communautaire. Mieux toute communauté participe à un ou des ensembles communautaires et ces ensembles à d'autres ensembles. Ainsi le tissu, la trame du monde mondialisé est une trame communautaire.

On peut déjà poser quelques questions. Comment s'articule la gouvernance démocratique. Chaque communauté selon son âge de maturité peut être une communauté démocratique portant les trois niveaux de l'électif du représentatif et du participatif pour ce qui est de ses affaires propres. Mais dès qu'il s'agit des affaires d'un ensemble plus vaste alors la communauté y est représentée par un représentant pour former la démocratie représentative. Pour ce qui est du participatif il faut bien voir que chaque action ou activité doit être considérée et du point de vue micro communautaire et du point de vue macro-communautaire de l'ensemble, l'un n'enlève pas l'autre mais y concoure. Cette compréhension des affaires communes est loin d'être pensée par les technocraties qui se posent dans l'universel et ce faisant détruisent des valeurs culturelles communautaires. Le jeu du développement communautaire doit intégrer la considération de chaque communauté et sa participation à des ensembles plus vastes sans confusion ni exclusion. Il en va pour la gouvernance démocratique comme de l'économie ou de l'éducation.

Les ensembles communautaires ne sont pas seulement inclusifs. Ainsi telle communauté est partie prenante de plusieurs autres où elle forme éventuellement des communautés locales. C'est à ce titre qu'elle peut y être représentée. Il y a avec internet un foisonnement de communautés comme il y en avait déjà mais la mondialisation les multiplie. La présence reconnue comme partie prenante de telle communauté par le biais d'une communauté locale permet de vivre sa propre existence tout en participant à d'autres développements communautaires et former d'autres communautés. Cette complexité peut se résoudre si à chaque fois on pose de quelle communauté de référence il s'agit et comment s'articulent les participations d'autres communautés selon leur processus de gouvernance propre.

Ainsi une communauté est formée de communautés intégrées, de communautés de participation, de communautés plus larges et de communautés auxquelles participer. C'est toute la structuration du monde qui est ainsi à revoir pour résoudre notamment les problèmes dus à des conceptions arriérées par rapport au stade tertiaire ou des déviations associées (modernisme intellectuel). Il s'agit néanmoins de communautés de personnes celles-ci rassemblées en communautés multiples.

Il faut voir aussi que dans une communauté donnée les autres parties prenantes concourent à son bien commun et celle-ci contribue à leur maturation démocratique, économique et éducative. Elle-même est aussi accompagnée par d'autres selon son niveau de participation possible. Ainsi dans une communauté donnée des règles et des accompagnements sont destinés aux communautés membres. Prise en charge des archaïsmes, apprentissage des primaires en participatif, enseignement des secondaires et des représentations, maîtrise des responsabilités électives.

Nombre de problème de notre temps relève de ces enjeux communautaires et multi-communautaires. C'est le signe de la mutation de civilisation engagée.

Qu'est ce qu'une communauté humaine ?

Mais au fond qu'est ce qu'une communauté humaine. C'est là la clé et l'obstacle. Obstacle parce que le déni communautaire a semé une ignorance historique de la question dont on ne voit pas le caractère révolutionnaire. Clé parce que cela replace l'homme au coeur des affaires humaines et toutes les affaires humaines relevant de phénomènes humains communautaires (voir l'Humanisme Méthodologique).

Une communauté humaine est une communauté de nature humaine. Si l'homme est le produit de structures comme le suggère le structuralisme, proposant aux sciences humaines de dissoudre la notion d'homme, alors une communauté est une structure qui rassemble selon ses normes des entités normées. L'idéal de normalisation ! Si l'homme est un conglomérat physico-chimique alors la communauté est un conglomérat qui répond aux lois de la nature matérielle où attractions et répulsions font loi. Si l'homme est le théâtre de puissances vécues

émotionnellement alors les communautés humaines sont des communautés d'affects, nouées ou divisées par les passions. Si l'homme est une construction rationnelle les communautés humaines sont des constructions rationnelles anthropomorphiques. Il y a en a bien d'autres. C'est pourquoi la conception de l'homme est décisive pour comprendre les communautés humaines comme condition de l'existence humaine. Pour ne pas reprendre ce que développe l'Humanisme Méthodologique on se contentera de rappeler que l'homme et la communauté existent sur le pan affectif, celui du factuel, celui de l'intellectuel, celui du spirituel qui transcende les autres et qui pose les questions de Sens et de conSensus fondateurs des communautés humaines. A chacun d'interroger sur quelle conception de l'homme repose sa compréhension des communautés humaines et donc des phénomènes qui s'y rapportent et constituent notre existence commune.